

TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

LIVRET DES PARTICIPANTS



EDITION 2018

#TPC18

SOMMAIRE

**Organisateurs, partenaires et soutiens de la
cérémonie**

**Co-présidence des Trophées de la participation & de
la concertation 2018**

Membres du jury

Programme

Les intervenants de la table ronde

Lauréats récompensés par &&&&

Lauréats récompensés par &&&

LES LAURÉATS &&&&

- **Conseil départemental Haute-Garonne** "Concertation citoyenne pour l'amélioration de la mixité sociale dans les collèges"
- **EDF** " Parlons énergies"
- **Habitats des possibles** "Habitat partagé de Lestiac sur Garonne"
- **Métropole européenne de Lille** "#JEM Jeunes en métropole"
- **Ville de Lavelanet** "Lavelanet 2050 : co-construire avec les habitants"

LES LAURÉATS &&&

- **Commune Villeneuve-la-Garenne** "Participation des habitants et usagers"
- **Mairie de Jarny** "budget participatif"
- **Mairie de Paris** "budget participatif des écoles"
- **Région Bretagne** "Breizh cop : un monde à vivre"
- **RTE** "Tournée de la concertation"
- **Saint-Martin-d'Uriage** "Co-construction de la révision du PLU"
- **SNCF Réseaux** "Simulateur #LNOBPL"
- **Ville de Bailleul** "budget participatif spécial jeunes"
- **Ville Choisy le Roi** "Le projet de renouvellement urbain du quartier des navigateurs"
- **Ville de Grenoble** "Certificat d'action citoyenne"

LES LAURÉATS &&

COLLECTIVITÉS LOCALES

- **Conseil départemental Haute-Garonne** "Charte du dialogue citoyen"
- **Conseil départemental Haute-Garonne** "Culture pour tous"
- **Grenoble Alpes métropole** "concertation PLUI"
- **Grenoble Alpes métropole** "Panels citoyens"
- **Grenoble Alpes métropole** "Plateforme"
- **Pays d'Arles** "GREEN MIX Premier marathon créatif pour la transition énergétique et écologique"
- **Région Centre-Val de Loire** "Concertation pour l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)"
- **Ville de Laval** "Laval cœur de ville"
- **Ville de Limoges** "#BordsdeVienne"
- **Ville de Strasbourg** "Sommet citoyen"

ENTREPRISES

- **Rouge Vif territoires** "Le code du PLU © à Rouen"
- **Stig**
- **Vooter** "Consultation pour renouveler l'interaction élu-citoyen à Bougival"

LES LAURÉATS &

COLLECTIVITÉS LOCALES

- **Ville de Besançon** "Besançon Naturellement Forestière"
- **Ville de Nice** "Influence ta ville"
- **Ville de la Possession** "J'imagine ma ville de demain"
- **Ville de Saint Herblain** "Projets de quartier"
- **Ville du Trait** "Centre social"
- **Ville de la Verrière** "Ecrire ensemble une nouvelle page de notre quartier"
- **Villes Romainville/Bobigny** "SYCTOM"

COLLECTIF CITOYENS

- **Association La Mainlèvr'** "Chantiers participatifs pour l'Usine d'Arre"

ENTREPRISES

- **CMARUE** "Habitants du 19e à Paris, faites venir les commerces dont votre quartier a besoin"
- **SANOFI**

Les organisateurs



Depuis 12 ans, Décider ensemble réunit les acteurs de la société française animés par la volonté de promouvoir une culture de la décision partagée. Le think-tank est un lieu d'échanges et de professionnalisation sur les thématiques de la participation, de la concertation et du dialogue parties prenantes. En tant que laboratoire d'idées, il assure une mission de propositions et d'analyse sur les méthodes et pratiques de concertation mises en œuvre en France. Sa gouvernance s'appuie sur Bertrand PANCHER, député de la Meuse et Matthieu ORPHELIN, député du Maine-et-Loire, des représentants d'entreprises, d'ONG, des collectivités et des syndicats.



La Gazette des communes, des départements et des régions est un magazine hebdomadaire français publié par le Groupe Moniteur. Le magazine est doublé d'un site Internet dédié aux fonctionnaires territoriaux et donnant accès à toute l'actualité de la fonction publique territoriale et des collectivités locales (recrutement, carrières, textes officiels, dossiers juridiques, etc.)

Les partenaires



La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante dont la mission est d'informer les citoyens et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte dans le processus de décision : « Vous donner la parole et la faire entendre ». Depuis plus de 10 ans, la CNDP multiplie les actions pour que l'avis des citoyens et leurs arguments soient entendus et relayés. Elle agit pour que leurs questions ne restent pas sans réponse et que leur opinion puisse être exprimée et prise en compte de manière concrète.



Gaz Réseau Distribution France (GRDF) est le principal distributeur de gaz naturel en France et en Europe. C'est une filiale à 100 % de Engie. C'est une société française de distribution de gaz fondée le 1er janvier 2008. GRDF reprend les activités préalablement assurées par EDF Gaz de France Distribution, qui opérait en tant que direction de GDF SA dotée d'une indépendance de gestion.



GRTgaz construit, entretient et développe 85% du réseau de transport de gaz naturel à haute pression sur le territoire national. Avec 32 000 km de canalisations et 27 stations de compression, GRTgaz achemine le gaz naturel pour alimenter près de 4500 points de consommation (distributions publiques, clients industriels, centrale de production d'électricité, etc.). Aux côtés des territoires et de l'industrie, GRTgaz assure une mission de service public pour garantir la continuité et la sécurité d'alimentation des consommateurs. Dans un esprit d'ouverture et de dialogue, GRTgaz met son expertise et ses installations au service de la construction d'un système énergétique plus décentralisé et plus décarboné.



SNCF Réseau est devenu en janvier 2015 le gestionnaire du réseau ferroviaire français. Né de la fusion de Réseau Ferré de France (RFF), SNCF Infra et de la Direction de la Circulation Ferroviaire (DCF), il a pour mission de permettre l'accès au réseau ferré national, le moderniser, développer les projets d'investissement et gérer les circulations. Depuis plus de 15 ans, RFF, et aujourd'hui SNCF Réseau, attache une grande importance à développer la concertation avec les acteurs et la participation du public dans l'élaboration de ses projets et opérations ferroviaires. A ce titre, une charte nationale pour la conduite de la concertation a été adoptée en 2011 afin de garantir la qualité des concertations menées.



Partout dans le monde SUEZ apporte à ses clients (collectivités, industriels, consommateurs) des solutions concrètes pour faire face aux nouveaux enjeux de la gestion de la ressource. SUEZ alimente 92 millions de personnes en eau potable, 65 millions en services d'assainissement, assure la collecte des déchets de près de 50 millions de personnes, valorise 14 millions de tonnes de déchets par an et produit 5 138 GWh d'énergie locale et renouvelable. Avec 80 990 collaborateurs, SUEZ présent sur les cinq continents est un acteur clé de l'économie circulaire pour la gestion durable des ressources. Depuis plus de 10 ans, SUEZ fait du dialogue entre tous les acteurs concernés, une véritable boussole pour assurer le développement durable du Groupe.

Les soutiens



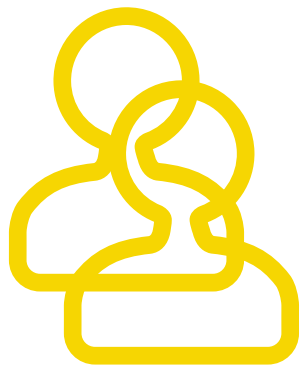
La Banque des territoires constitue un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Le Groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles. La Caisse des dépôts et consignations est un investisseur de long terme et contribue, dans le respect de ses intérêts patrimoniaux, au développement des entreprises.



Le Groupement d'intérêt scientifique participation du public, décision, démocratie participative, présidé par le CNRS, a pour objet de développer la recherche sur la participation du public aux processus décisionnels et la démocratie participative (voir la convention de renouvellement), en permettant notamment la coordination, l'échange et la mutualisation des travaux que chacun des Partenaires et Laboratoires associés entreprend.



Forte de 45 ans d'expérience, la Fondation de France est le premier réseau de philanthropie en France. Il réunit fondateurs, donateurs, experts bénévoles, salariés et des milliers d'associations, tous engagés et portés par la volonté d'agir.



LA CO-PRÉSIDENCE

Chantal JOUANNO



Après avoir intégré le cabinet du ministre de l'Intérieur en 2003, Chantal JOUANNO occupe le poste de conseillère pour le développement durable, chargée notamment de suivre le Grenelle de l'environnement, à l'Élysée entre mai 2007 et février 2008. Nommée présidente de l'Ademe en février 2008, elle est devenue secrétaire d'État à l'Écologie en mai 2009 puis ministre des Sports en 2010. Elle est élue sénatrice de Paris en 2011 et a occupé à partir de 2015 la fonction de vice-présidente en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la région Île-de-France. En mars 2018, elle a été nommée présidente de la CNDP sur proposition de Nicolas HULOT.

Laurence MONNOYER-SMITH



Titulaire d'un doctorat en Sciences de l'information et de la communication et d'une habilitation à diriger des recherches portant sur les "Voies de l'expression citoyenne dans les sociétés modernes", Laurence Monnoyer-Smith devient en 2013 Vice-présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP) et contribue activement à développer les outils de démocratie représentative et participative. En 2015, elle est nommée en conseil des ministres, déléguée interministérielle et commissaire générale au Développement durable au commissariat général au Développement durable, au sein du ministère de la Transition écologique et solidaire.

LES MEMBRES DU JURY

Apolline Prêtre



Responsable Politiques
de l'eau à l'Assemblée
des Communautés de
France (AdCF)

Brigitte Menguy



Cheffe de rubrique à la
Gazette des Communes

Clément Mabi



Maître de conférence en
Science de l'information et
de la communication et
chercheur à l'université de
technologie de Compiègne
(UTC)

Patrice Carré



Président du Conseil
scientifique de Décider
ensemble

LE PROGRAMME

DISCOURS D'OUVERTURE

Emmanuelle WARGON, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire

PRÉSENTATION DES TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

Bertrand PANCHER, député de la Meuse et président de Décider ensemble

RETOUR SUR LES DOSSIERS 2018

Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP)

PITCH LAURÉATS "&&&&"

TABLE-RONDE : "QUELLE PARTICIPATION DANS LES TERRITOIRES EN 2018 ?"

modérée par **Patrice CARRÉ**, président du conseil scientifique de Décider ensemble

- **Marc BERTHOD**, directeur de la communication et du dialogue territorial, SNCF Réseau
- **Catherine LEBOUL-PROUST**, directrice de la stratégie, GrDF
- **Catherine BRUN**, secrétaire générale, responsable du domaine stratégie affaires publiques et territoires GRT Gaz
- **Joannie LECLERC**, responsable dialogue et gouvernance, Suez
- **Cédric VERPEAUX**, responsable des programmes d'investissement innovants et territoriaux, Banque des Territoires

REMISE DES TROPHÉES LAURÉATS "&&&"

COCKTAIL DÎNATOIRE AU SALON DES AIGLES

LES INTERVENANTS DE LA TABLE RONDE



Marc BERTHOD

Directeur de la communication
et du dialogue territorial
SNCF Réseau



Catherine BRUN

Secrétaire Générale et
directrice Commerciale en
charge du développement
GRTgaz



**Catherine
LEBOUL-PROUST**

Directrice de la stratégie
GrDF



Joannie LECLERC

Responsable Dialogue et
Gouvernance
Suez



Cédric VERPEAUX

Responsable des programmes
d'investissement innovants et
territoriaux
Banque des Territoires

Lauréats "&&&&"



EDITION 2018

#TPC18

LA CONCERTATION CITOYENNE POUR L'AMÉLIORATION DE LA MIXITÉ SOCIALE DANS LES COLLÈGES



Conseil
départemental
Haute-Garonne

DÉMARCHE

Avec plus d'1,3 million d'habitants, le conseil départemental de Haute-Garonne rassemble 587 communes dont la métropole de Toulouse.

Constatant un déséquilibre de la répartition sociologique des élèves et l'existence d'une disparité de la réussite scolaire entre les 117 collèges de l'agglomération toulousaine, la collectivité a souhaité mettre en place un processus de concertation.



OBJECTIFS

- Faire émerger une prise de conscience de la ségrégation sociale existante dans l'agglomération de Toulouse
- Partager, comprendre et connaître la réalité des établissements scolaires de l'agglomération toulousaine
- Proposer et trouver des solutions efficaces pour remédier aux situations constatées lors des concertations



PUBLIC TOUCHÉ

Plus de 1 000 personnes sur quatre mois incluant des représentants d'enseignants, des associations de parents et des organes scolaires.



ÉTAPES DU PROJET

1. Echanges bilatéraux avec les représentants de l'enseignement et les parents pour programmer une feuille de route
2. Premier cycle de trois réunions publiques organisées sur le territoire de Toulouse métropole avec environ 150 personnes par réunion
3. Mise en place de réunions sous forme d'ateliers tables rondes dans cinq collèges classés en zone d'éducation prioritaire renforcée (REP+) avec 40 à 80 participants par réunion
4. Première étape de concertation abandonnée parce que les hypothèses sont inadaptées aux besoins
5. Second cycle de réunion publique avec environ 150 participants
6. Prise en compte des résultats lors de comités
7. Compte-rendu des réunions publiques sur le site du conseil départemental et emailing à tous les suiveurs du projet
8. Création d'outils de communication pour expliquer aux acteurs concernés la mise en oeuvre et l'aboutissement du projet

LE FOCUS

Prendre en compte les résultats pour mieux recommencer

A l'issue du premier cycle de réunions publiques, les parties prenantes ont abandonné les hypothèses de travail initiales car elles étaient inadaptées aux besoins. Le groupe projet a donc retravaillé sa copie pour proposer cette fois-ci des hypothèses plus acceptables et les a portées lors du deuxième cycle de réunions publiques.

SUITE & RÉSULTATS

Après les échanges bilatéraux et les réunions publiques, le projet a été voté par les conseillers départementaux en partenariat avec les services académiques.

Aujourd'hui, des rencontres récurrentes sont organisées pour accompagner la mise en place du dispositif avec les acteurs concernés.



DÉMARCHE

Parlons Energies est une démarche inclusive de dialogue interne au groupe EDF attendue par le Comité Exécutif. Portée par une représentation de la diversité de l'entreprise, créant du lien et mixant les populations internes.

Le dispositif de dialogue vise à toucher les 100 000 salariés d'EDF afin de construire le futur mix de production électrique à horizon 2050 à moyen et long terme. Ce dialogue interne est mis en place via des rencontres physiques et des échanges sur une plateforme numérique.

OBJECTIFS

- Mobiliser l'intelligence collective des salariés du groupe EDF dans la construction des perspectives à moyen et long termes et plus particulièrement dans la construction du futur mix de production électrique à horizon 2050
- Répondre au besoin des collaborateurs d'être écoutés, de partager une vision commune et de mieux dialoguer entre les métiers

PUBLIC TOUCHÉ

La démarche était ouverte aux 100 000 salariés d'EDF France (hors Enedis et RTE) parmi lesquels 20 000 se sont mobilisés de manière volontaire et de tous niveaux.

- **9 500 participants** se sont rendus aux sessions physiques (46% cadres, 46% agents de maîtrise et 8% d'employés)
- **400 volontaires** se sont pleinement impliqués



ÉTAPES DU PROJET

1. Un diagnostic interne a montré que les salariés du groupe ont besoin de mieux comprendre la stratégie du groupe EDF
2. Un groupe de travail a imaginé un projet d'écoute des salariés, dans une dynamique ascendante et non descendante
3. Ce projet a reçu l'aval du Comex validé en septembre 2017
4. Phase d'appropriation (janvier – avril) : pour permettre la diffusion des éléments de la vision et le recueil des questionnements, les réserves, les controverses, les idées des salariés du groupe EDF
5. Phase de priorisation (avril – mai) : pour synthétiser les éléments de la phase d'appropriation et écrire une feuille de route permettant de préparer la phase suivante
6. Phase d'approfondissement (juin) : une semaine de travail à Saclay pour approfondir les sujets prioritaires avec des experts et participants volontaires
7. Phase de concrétisation (juin) : pour permettre de finaliser la vision énergétique finale à l'horizon 2050 de la démarche

LE FOCUS

Une diversité d'acteurs mobilisés

161 dialogueurs pour
animer les rencontres
physiques et la
plateforme en ligne

11 sponsors pour
incarner la démarche
et répondre aux
interrogations des
salariés

400 volontaires pour
essaimer Parlons
Energies et mobiliser
les salariés de manière
spontanée

Garant externe (VP
CNDP) pour
s'assurer, avec un
regard neutre, du
bon déroulé des
événements

Sessions
dupliquées sur 30
villes en France

SUITE & RÉSULTATS

La présentation de la vision enrichie et des pistes d'action remontées par les salariés s'est tenue le 25 juin dernier devant le Comex.

Les représentants de ce dernier prendront la décision des actions envisagées en fonction des propositions recueillies tout au long de ce dispositif de dialogue.



CONCEPTION DE L'HABITAT PARTAGÉ DE LESTIAC SUR GARONNE



Habitats des possibles

DÉMARCHE

Habitats des Possibles est une association fondée par des citoyens issus du travail social, de l'habitat et de l'entrepreneuriat social, visant à proposer en ruralité des solutions intermédiaires entre domicile individuel et EHPAD.

Chaque habitant dispose :

- d'un espace privatif pour garder sa liberté et son chez-soi
- d'une diversité d'espaces partagés pour être entouré et s'entraider au quotidien

Dans la commune de Lestiac, le projet d'habitat est conçu dans une démarche participative avec les habitants et les retraités. Ils se rassemblent lors d'ateliers pour définir ensemble les attentes de chacun en termes d'usages.

OBJECTIFS

- Définir les attentes de l'habitat afin d'établir un cahier des charges architectural qui puisse correspondre aux besoins des personnes âgées
- Sensibiliser les retraités à l'anticipation au vieillissement via la conception d'un habitat adapté
- Faire naître un premier noyau d'habitants désireux de vivre dans un habitat partagé
- Poser les bases d'un projet social pour les futurs habitants des lieux



ÉTAPES DU PROJET

1. Une première démarche de consultation, impulsée par les fondateurs de l'association, pour interroger les retraités, médecins, infirmiers, aides à domicile, élus locaux notamment sur leurs attentes du projet
2. Validation et vote du projet à la suite d'une présentation en conseil municipal
3. Une seconde démarche de consultation auprès des partenaires du territoire tels que les acteurs du soin (MDSI, infirmières à domicile, médecins, aide à domicile ADMR) et acteurs institutionnels (MSA : partenaire principal de la démarche de l'Artolie, réunions PACTES, département via Pôle Territorial de Solidarité, etc.)
4. Réunion publique organisée auprès des habitants via un atelier présentant le calendrier de construction et les plans architecturaux de l'habitat partagé dans l'objectif de valider ensemble le projet
5. De mai 2017 à avril 2018, les habitants se rassemblent régulièrement lors d'ateliers pour co-construire, imaginer et décider ensemble de l'organisation des espaces des habitats



PUBLIC TOUCHÉ

Les habitants de la commune de Lestiac (526 habitants) parmi lesquels on compte retraités, acteurs du soin, les agents territoriaux, ou encore les maires de la communauté de communes.

LE FOCUS

Une démarche multipartenariale

Au-delà des habitants directement concernés, Habitats des possibles a intégré l'ensemble des acteurs institutionnels, associatifs et professionnels du monde de la santé et du travail social. Ils ont été consultés sur des sujets précis ou ont contribué à la communication auprès des habitants :

Communes de
Lestiac et du
territoire pour
l'organisation des
réunions
habitants

CCAS et Service
social des
communes pour
la mise en
relation avec les
retraités

Fédération des
communautés de
communes pour
la mise en relation
des acteurs locaux
et financement

A Collectif dans
l'accompagnement
pour la concertation
des habitants

CLIC Rive Droite
pour la
communication
auprès des
bénéficiaires

SUITE & RÉSULTATS

L'expérience du projet de Lestiac est dupliquée sur trois autres territoires en adaptant la démarche participative en fonction des spécificités de chacun des sites et du public touché.

A Lestiac, l'ouverture des habitats partagés est prévue en mai 2020.



#JEM : JEUNES EN MÉTROPOLE



Métropole européenne
de Lille

DÉMARCHE

La Métropole européenne de Lille rassemble 90 communes et plus d'1,2 million d'habitants. La MEL désire impliquer les citoyens dans les décisions en développant la participation à travers des réunions publiques, des ateliers participatifs, des concertations préalables, des enquêtes publiques, des grands débats.

En 2016, la MEL et les communes qui la composent ont été lauréates d'un appel à projets en faveur de la jeunesse lancé par le ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et porté par l'ANRU, Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Avec son projet "Investir dans les Jeunesses de la Métropole Européenne de Lille", la MEL et les communes concernées ont perçu 5,7 millions d'euros destinés à soutenir le développement de projets structurants pour accompagner les jeunes dans leur parcours d'autonomie et leur insertion professionnelle sur le territoire.

Le projet se décline sur quatre ans avec 32 actions expérimentales réparties en 4 thèmes :

1. Insertion, emploi, mobilisation du monde de l'entreprise ;
2. Mobilité locale et internationale ;
3. Engagement citoyen des jeunes et participation au projet ;
4. Usages numériques.



OBJECTIFS

- Accompagner les jeunes du territoire dans leur insertion sociale et professionnelle
- Apporter une réponse cohérente et pertinente aux difficultés rencontrées par les jeunes du territoire



ÉTAPES DU PROJET

1. Rédaction d'une "**feuille de route**" pour fixer la stratégie et les grandes lignes de la politique jeunesse de la MEL

2. Première phase de concertation (mai à juillet 2017)

- échanges avec les 90 communes de la MEL
- plateforme numérique sur le site

participation.lillemetropole.fr

- ateliers destinés aux jeunes sur l'ensemble du territoire métropolitain

Cette phase a abouti à la production d'un livre vert pour mieux cerner les spécificités de la jeunesse métropolitaine et l'efficacité des actions menées par la MEL.

3. Seconde phase de restitution sous forme d'événement le 29 septembre 2017 intitulé "**Fab'mel**".

Cette soirée d'échanges avec les citoyens a permis de revenir sur la première phase de concertation afin réfléchir plus concrètement aux actions concrètes à mener pour la jeunesse de la MEL.



PUBLIC TOUCHÉ

Les jeunes de la MEL âgés de 16 à 26 ans :

- 114 propositions et 262 contributions lors de la concertation numérique sur le site
- une centaine de jeunes lors de la soirée Fab'mel

LE FOCUS

La Fab'Mel

Le 29 septembre, la MEL a organisé une soirée visant à réunir les jeunes mobilisés au cours de la démarche de concertation. Les élus et les partenaires jeunesse se sont accordés un temps d'échange pour partager leurs expériences et mutualiser leurs idées en faveur de nouvelles actions. Pour ce faire, des animations ludiques ont été instaurées tout au long de la soirée :



Échanges avec les élus lors de tables rondes



Émission de radio en partenariat avec l'ESJ et Radio campus



Rédaction de Bandes-Dessinées



Cabine à "selfies"



Exposition réalisée par des jeunes sur les valeurs de la République



Portraits de jeunes pour un dossier spécial dans le magazine MEL



Réalisation de slams et concert du collectif métropolitain "Pam !"

SUITE & RÉSULTATS

La stratégie jeunesse #JEM vise à repenser l'inclusion du citoyen, notamment des jeunes métropolitains. Fort des réflexions menées dans le cadre de la démarche de concertation pour la stratégie jeunesse, la MEL a mis en place différents processus collaboratifs :

- obtenir un garant public ou associatif pour l'accès au premier logement
- proposer des offres culturelles et sportives plus fréquemment
- faciliter les stages et les apprentissages via un accueil de service civique
- accueillir écoliers, collégiens et enfants de conseils municipaux de jeunes afin de leur faire découvrir le rôle et fonctionnement de la MEL



LAVELANET 2050 : CO-CONSTRUIRE AVEC LES HABITANTS



Ville de Lavelanet

DÉMARCHÉ

Avec plus de 6 000 habitants, la ville de Lavelanet est située dans le département de l'Ariège en Occitanie.

Suite à une démarche de concertation de la population dans le cadre de « l'étude de reconquête du centre ancien » en 2014, la ville a mis en place le projet de rénovation urbaine dénommé « Lavelanet 2050 ». L'objectif est d'accompagner les habitants et les acteurs locaux dans la mutation du centre ancien pour construire une ville écologique tournée vers l'innovation.

Avec une volonté municipale forte d'impliquer les habitants dans ce projet, la "Maison des projets" a été inaugurée en 2016 pour offrir à la population un lieu d'information, d'échange et de concertation. Cet espace municipal permet l'organisation de la participation des habitants, la conception et mise en œuvre de projets collectifs de développement local et vise plus largement à favoriser les échanges entre habitants et élus.



OBJECTIFS

- Revitaliser le territoire en associant fortement les habitants
- Impliquer les habitants dans l'opération de renouvellement urbain
- Renforcer la cohésion sociale et les relations de voisinage



ÉTAPES DU PROJET

1. En 2014, le projet « Lavelanet 2050 » commence avec une première phase de concertation réalisée par l'association solidarités villes. La municipalité s'est saisie des propositions et du projet.
2. En 2016, la ville met à disposition la « Maison des projets » qui a pour but d'informer les habitants sur les futurs projets et de les faire participer pour le renouvellement de leur ville.
3. Entre novembre 2016 et mars 2017, une série de réunions publiques d'information a été organisée dans différents quartiers de la ville pour aller au plus près des habitants pour les informer sur les projets urbains à venir et présenter la démarche de concertation lancée par la ville.
4. En février 2017, une réunion à destination des banques est organisée à la Mairie afin de leur présenter le projet « Lavelanet 2050 ».
5. En mars 2017, la ville a fait intervenir différents partenaires pour valoriser l'expertise d'usage des habitants afin d'établir une culture commune pour préparer la mise en place d'un conseil citoyen.



PUBLIC TOUCHÉ

Habitants de Lavelanet

LE FOCUS

Utiliser des méthodes variées pour établir une culture commune



Café débat : constater les accords et désaccords sur le projet en questionnant des groupes de 4 à 5 personnes



Porteurs de paroles : recueillir les témoignages des passants à partir d'une question affichée sur une place publique



Théâtre forum : jouer des courtes scènes de théâtre sur les points sensibles du projet et de chercher des alternatives, des améliorations



Parcours commenté : demander aux participants de décrire leur perception, d'émettre leurs inquiétudes et de proposer des idées d'aménagements lorsqu'ils découvrent les lieux qui feront l'objet de travaux



Marches exploratoires de femmes : organisée par l'association volonté de femmes pour analyser les faiblesses de l'espace urbain afin de remédier aux éléments vecteurs d'insécurité



Radioscopie d'un quartier par ses habitants : les réalisatrices du média télé buissonnière ont arpenté les ruelles pour recueillir les paroles des habitants et imaginer avec eux des films documentaires qui ont été projetés lors de la journée de restitution

SUITE & RÉSULTATS

Cette initiative a donné un nouveau souffle à la ville en associant étroitement les habitants avec l'ensemble des acteurs locaux autour d'un travail pérenne et régulier pour construire la transition écologique, urbaine et sociétale du territoire. Potagers collectifs, fresque murale, création de circuits urbains ont déjà vu le jour.

Cette transformation de l'image de la ville peut devenir une opportunité pour attirer de nouveaux habitants et une clientèle touristique.



Lauréats "&&&"



EDITION 2018

#TPC18

SOMMAIRE

Lauréats récompensés par &&&

- Commune Villeneuve-la-garenne
- Mairie de Jarny
- Mairie de Paris
- Région Bretagne
- RTE
- Saint Martin d'Uriage
- SNCF réseaux
- Ville de Bailleul
- Ville Choisy le Roi
- Ville de Grenoble

LA PARTICIPATION DES HABITANTS ET USAGERS



Commune de
Villeneuve la Garenne

DÉMARCHÉ

Durant toute l'année 2017, la commune a promu et encouragé toute démarche d'information et de concertation destinée à favoriser la participation des habitants et usagers.

Au total, près de 78 opérations ont été réalisées à l'initiative ou sous l'impulsion de la commune.



OBJECTIFS

- Renforcer la démocratie participative pour favoriser la politique publique de la ville
- Prendre en compte les demandes des habitants pour moderniser la ville ou pour établir de futurs projets urbains



PUBLIC TOUCHÉ

7 500 personnes impliquées dans au moins une des 78 opérations réalisées



ÉTAPES DU PROJET

Les initiatives concernent trois types d'actions de la ville :

1. L'activité «ordinaire» de la ville et de ses quartiers avec 13 réunions et visites de quartier des CCQ et la mise en place d'un forum intitulé «Ma ville, mon quartier».

2. Les projets urbains sur lesquels les habitants se concertent à propos du futur éco-quartier et programmes de réhabilitation des bailleurs sociaux. Ils échangent sous forme d'ateliers, de visites et de consultations

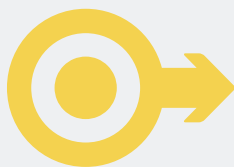
3. Les projets sociaux sur lesquels les habitants sont consultés sur la programmation du Centre social, les ateliers «petite enfance», l'évaluation des ateliers périscolaires, les besoins en formation des associations, la sécurité, les besoins culturels, etc.

LE FOCUS

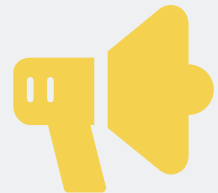
Trois méthodes de concertation



Obtenir une quantité de participants suffisante pour prétendre à la représentativité via une enquête



Composer des groupes de travail plus restreints en abordant les thèmes précis



Organiser des réunions publiques d'information et de débat entre des porteurs projets et des habitants pour un «exposé informatif» puis un jeu de questions-réponses

SUITE & RÉSULTATS

Chaque opération permet d'informer tous les habitants sur chaque projet afin qu'ils contribuent à son élaboration, sa mise en oeuvre, ou son évaluation.

Cela permet également d'agir en toute transparence et de pouvoir répondre à un consensus notamment face aux oppositions rencontrées.



MISE EN PLACE D'UN BUDGET PARTICIPATIF



Mairie de Jarny

DÉMARCHE

Depuis 2009, la Mairie de Jarny a mis en place un budget participatif qui s'adresse à l'ensemble de la population, sans limite d'âge ou de nationalité. Il se divise en deux temps :



Temps de parole pour les habitants afin qu'ils proposent des travaux en matière de voirie, de sécurité ou de cadre de vie



Temps de vote pour les projets afin de les mettre en oeuvre dans l'année dans leurs quartiers



OBJECTIFS

- Dédier un dispositif à une pleine co-construction des actions municipales
- Améliorer les services publics en les adaptant à l'expression des citoyens
- Permettre aux habitants de s'approprier leur ville et son évolution, par la compréhension du fonctionnement des institutions et par la prise de décision



PUBLIC TOUCHÉ

En 2018, 100 personnes ont fait 203 propositions pour la ville et 397 ont participé au vote



ÉTAPES DU PROJET

1. Septembre - phase de concertation

Pendant un mois, tout habitant de la commune peut suggérer un ou plusieurs projet par le biais d'un "formulaire idées" recueillis par des échanges, des questionnaires papiers et numériques.

2. Octobre à janvier - phase d'expertise

Les proposition déposées sont réparties entre les différents services de la mairie pour vérifier leur recevabilité et examiner les projets.

3. Février - phase du vote

Tous les habitants peuvent voter durant un mois en mairie, dans des lieux publics (grâce à une urne mobile) ou sur le site internet de la ville.

4. Mars - décembre - phase d'analyse des résultats et de réalisation des projets

Les résultats sont dépouillés et communiqués courant mars. Au début de l'été, les documents relatifs au budget participatif de l'année suivante commencent à être préparés.

LE FOCUS

La volonté de faire monter en puissance la démocratie participative

De 2002 à 2009, la participation se résumait aux comités de quartier qui permettaient aux représentants de la Ville et aux habitants de réfléchir ensemble sur les grands projets d'investissement des quartiers.

Après sept ans de travail collectif, la ville de Jarny a fait évoluer l'engagement des citoyens en leur permettant de proposer leurs propres projets et de décider de leur mise en oeuvre grâce à des budgets participatifs.

D'années en années, le budget participatif évolue vers plus d'ouverture et s'ouvre à un public de plus en plus large.

Il concerne désormais l'ensemble des compétences de la commune et représente plus de 6% du budget d'investissement de la ville soit 250 000€.



BUDGET PARTICIPATIF DES ÉCOLES



Mairie de Paris

DÉMARCHE

Le budget participatif de Paris existe depuis 2014. Si la participation à ce dispositif est déjà satisfaisante, la ville a souhaité étendre le mécanisme aux écoles pour élargir son impact en termes d'inclusion sociale, de renforcement de la culture de la participation et du lien entre élus, experts et habitants.

Le budget des écoles s'inscrit dans une stratégie globale de promotion de la démocratie participative à travers l'idée défendue par la Maire qu'on ne naît pas citoyen, mais qu'on le devient. Si les enfants peuvent voter au budget participatif de la ville, la mairie a fait le pari de la création d'un budget participatif spécifique pour les écoles, pour étendre la portée pédagogique de ce dispositif. Le budget participatif s'applique à toutes les écoles élémentaires de la ville, sur la base du volontariat. Un autre budget participatif est consacré aux collèges.

Les projets soumis au vote sont répartis en 4 thèmes : une école de l'expérimentation, une école numérique, une école sportive et une école agréable. Les thèmes sont pensés avec les enfants qui sont invités à s'interroger sur leur sens et sur le rôle et le fonctionnement de l'école.



OBJECTIFS

- Permettre aux élèves de se former à la citoyenneté grâce à l'exercice du débat et du vote
- Co-construire avec les élèves l'école de demain
- Débuter une réflexion sur l'intérêt général et le vivre ensemble



PUBLIC TOUCHÉ

Le dispositif est à destination des élèves des écoles élémentaires de Paris.



ÉTAPES DU PROJET

- 1. Co-construction du dispositif** avec les équipes pédagogiques de l'Éducation nationale, la direction des affaires scolaires de la ville ainsi que l'Académie de Paris
- 2. Co-construction du catalogue de projets** pour lesquels les élèves pourront voter ; Mobilisation des écoles : envoi du catalogue de projet, de la charte du budget participatif des écoles ainsi que des courriers explicatifs
- 3. Organisation des débats et votes dans les écoles** et création du document "mon budget participatif" par les enfants à destination de la ville de Paris
- 4. Instruction des projets** par les services concernés
- 5. Vote des projets au Conseil de Paris**
- 6. Mise en oeuvre** et réalisation des projets

LE FOCUS

Réalisation "mon budget participatif" ?

83%
de
participation

65 000
enfants
par an

SUITE & RÉSULTATS

Cette démarche est reproductible dans toute collectivité avec un double impact positif :

1. un impact sur les écoles qui peuvent acquérir du matériel original pour enrichir les activités proposées aux enfants
2. un impact sur les enfants qui se responsabilisent et sont sensibilisés aux enjeux démocratiques



BREIZH COP : UN MONDE À VIVRE



Région Bretagne

DÉMARCHE

Dans le cadre de la démarche d'élaboration du schéma régional d'aménagement et de développement durable, la région Bretagne a fait le choix d'impliquer les citoyens à travers le dispositif de la Breizh Cop, à l'image des Cop (Conferences of parties) internationales.



OBJECTIFS

- Bâtir un projet global et fédérateur aboutissant, comme à la fin d'une COP, à des engagements concrets et partagés
- Proposer un projet de territoire pour la Bretagne de demain
- Réunir tous les acteurs bretons publics, privés et associatifs impliqués dans le développement, l'aménagement et les transitions



ÉTAPES DU PROJET

1. Organisation de cinq conférences des parties pour négocier et débattre des engagements de chacun pour contribuer aux objectifs régionaux.
2. Dispositifs numériques : l'atelier breton, plateforme de consultation en ligne et site internet dédié au projet.
3. Gamification : strategiezh, jeu des sept familles pour comprendre les enjeux du développement durable et jeu vidéo "opération breizh cop" de simulation de gestion territoriale.
4. Comité de coordination et comité scientifique garants du bon déroulé de la démarche.

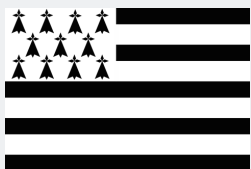


PUBLIC TOUCHÉ

Habitants de la région Bretagne, élus locaux et usagers du territoire

LE FOCUS

Un label pour l'engagement



Un label "Breizh Cop" ouvert à tout événement s'inscrivant dans l'esprit de la démarche pour créer une dynamique festive et collective sur le territoire.

Il est également possible de devenir "Breizhcopeuse" ou "Breizhcopeur", grâce à une session de jeu de deux heures, constituant une formation permettant à chaque participant de s'engager à animer à son tour une ou plusieurs sessions de jeu ou débats autour de lui/elle.

SUITE & RÉSULTATS

Les résultats ont été étudiés et pris en compte pour contribuer à la définition des axes et priorités.

L'aboutissement de la démarche aura lieu au printemps 2019 sous forme d'une manifestation à l'échelle de la Bretagne.



LA TOURNÉE DE LA CONCERTATION



Réseau de transport
d'électricité

DÉMARCHE

RTE est une entreprise de service public qui a mis en place une journée dédiée à la sensibilisation aux métiers de la concertation auprès de ses 8 500 salariés présents sur tout le territoire français.

Cette tournée s'est traduite par des partages d'expériences, tables rondes, interventions externes, forum des outils des différents métiers ou encore ateliers de réflexion afin que chacun puisse échanger sur la pratique de la concertation chez RTE.

OBJECTIFS

- Valoriser les métiers et pratiques de concertation chez RTE et réfléchir collectivement à ses évolutions
- Réflexion collective sur la stratégie selon les évolutions des territoires
- Faire prendre conscience de l'aspect inter-métiers de l'activité RTE
- Valoriser les salariés qui innovent dans leurs pratiques



PUBLIC TOUCHÉ

Les 8 500 salariés RTE



ÉTAPES DU PROJET

- 1.** Mise en place d'un travail collectif entre les entités régionales et centrales de RTE à la suite des constats sur les évolutions et les pratiques de concertation.
- 2.** Réalisation d'un guide de bonnes pratiques intitulé "Guide des postures de la concertation RTE" recueillant 9 bonnes pratiques illustrées par des expériences de chefs de projet.
- 3.** Réunir le temps d'une journée les salariés pour une formation à la concertation.
- 4.** Entre septembre 2017 et janvier 2018, chaque région a organisé une journée de la concertation avec des formats adaptés en fonction des spécificités du territoire. Une journée a également été organisée pour les fonctions centrales au siège.
- 5.** Partage des échanges effectués lors de ces journées pour continuer d'alimenter les réflexions sur les évolutions de la concertation et de ses métiers dans les territoires.

LE FOCUS

Une formation à la concertation à travers des formes d'ateliers variées



Forum des outils des
différents métiers



Interventions
externes



Ateliers de
réflexion



Tables rondes



Partages
d'expériences

SUITE & RÉSULTATS

Cette journée de formation à la concertation a permis aux salariés RTE d'appréhender les nouvelles formes de concertation pour pouvoir les concrétiser au sein de leurs territoires.

En fin 2018, les nouvelles pratiques de concertation abordées lors de cette journée seront approfondies par un travail conjoint entre les entités régionales et centrales de RTE.



CO-CONSTRUCTION DE LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME



Saint Martin d'Uriage

DÉMARCHE

Les élus de la commune de Saint-Martin-d'Uriage ont initié une démarche de participation citoyenne intégrée à la révision du PLU.

Durant plus de deux ans et sur l'ensemble des phases (diagnostic, PADD, OAP, règlement et zonage), une diversité de formats et d'outils sont mobilisés pour impliquer tous ceux qui font vivre la commune.



OBJECTIFS

- Garantir la transparence de la démarche en donnant toutes les données nécessaires à la compréhension et à l'appropriation de la révision du PLU par ceux qui le désirent
- Permettre à tous ceux qui font vivre la commune de s'exprimer sur leur cadre de vie et les perspectives de son évolution
- Nourrir le travail des concepteurs du PLU par des apports et le regard des habitants
- Faire de la révision du PLU un temps de débat et de vie publique entre les habitants et les élus



ÉTAPES DU PROJET

1. Diagnostic partagé comprenant des réunions publiques, des ateliers participatifs de co-construction, des outils comme une carte collaborative, un diagnostic en marchant
2. Temps de co-construction du plan d'aménagement et de développement durable avec des citoyens volontaires et d'autres tirés au sort
3. Exposition itinérante
4. Création d'une charte de la concertation pour cadrer les échanges



PUBLIC TOUCHÉ

Les citoyens habitants sur le territoire touchés par la révision du plan local d'urbanisme ont majoritairement participé à cette concertation.

Des représentants de toutes les équipes (maintenance, ingénierie, juristes, acheteurs, affaires publiques, commerciaux, etc.) ont été invités aux journées de la concertation.

Entre 40 et 80 participants par session étaient présents pour représenter tous les métiers de l'entreprise.

LE FOCUS

La Tournée d'été du PLU



Le projet a permis de mettre en place une exposition itinérante dans les sept hameaux du territoire sur tout l'été 2017. Cela a été l'opportunité pour les visiteurs de découvrir un portrait du territoire, le plan d'aménagement et de développement durable.

Elle était composée d'une scénographie démontable co-construite avec les services techniques de la commune sur des caisses de pommes recyclées.

Pour inaugurer la tournée du PLU, un café d'urbanisme autour des questions des communes périurbaines avec 2 chercheurs invités s'est tenu sur la place du village.

SUITE & RÉSULTATS

Depuis le lancement de la démarche, le blog du projet www.smuplu.fr propose la restitution de tous les temps de concertation.

On peut désormais télécharger les documents des discussions en cours (diagnostic, PADD et règlement provisoires), les pages de contenu pédagogiques autour du PLU et l'agenda des prochaines rencontres.





DÉMARCHE

Dans le cadre de la concertation complémentaire au débat public sur les liaisons Nouvelles Ouest Bretagne – Pays de Loire, SNCF Réseau a décidé de mettre à disposition du public un simulateur de projet.

Conçu comme un serious game, il permet à chacun de jouer le rôle de chef de projet en proposant un scénario d'aménagement du réseau en Bretagne. Le grand public a ainsi choisi les solutions qu'il préfère pour découvrir les apports et impacts de ses choix.

OBJECTIFS

- Mobiliser et sensibiliser les habitants du territoire sur la complexité de l'ingénierie d'un projet ferroviaire
- Faire émerger les besoins prioritaires en faisant participer le public
- Définir un cahier des charges et un scénario préférentiel des fonctionnalités pour le projet



ÉTAPES DU PROJET

1. Mise en place d'un débat public LNOBPL en 2014
2. Constat : le débat public révèle la complexité de faire participer la population concernée face à ces enjeux qui demandent une réflexion prospective
3. Simulateur avec des scénarios pré-construits mis à disposition des usagers et les habitants de la région. Il permet à chacun d'appréhender, au regard de leurs besoins, la complexité d'un projet ferroviaire et les conséquences de leurs choix
4. Ateliers de concertation menés sur l'ensemble du territoire du projet pour rencontrer différents publics : citoyens, associations, acteurs économiques, jeunes du territoire, voyageurs et élus



PUBLIC TOUCHÉ

- La population habitant dans les régions Bretagne – Pays de Loire
- La population susceptible de se rendre dans la région pour les vacances, en particulier les habitants de l'Île-de-France
- Les usagers du train et autres moyens de transport collectifs dans la région

LE FOCUS

Un exercice ludique pour mieux s'appropriier le projet



Plus de 10 000 visiteurs uniques



Plus de 5 600
parties effectuées



500 scénarios
enregistrés dont une
partie relayée sur les
réseaux sociaux

SUITE & RÉSULTATS

La prise en main de l'outil demande une certaine implication avec une phase de test nécessaire afin de pouvoir l'utiliser pleinement.

SNCF Réseau a souhaité développer cet outil en interne pendant un an, en passant notamment par la constitution de la base de données des 18 000 combinaisons possibles. L'entreprise envisage de renouveler l'expérience pour d'autres projets à l'avenir.



BUDGET PARTICIPATIF SPÉCIAL JEUNES



Ville de Bailleul

DÉMARCHE

La ville de Bailleul a mis en place un budget participatif pour les Bailleulois à partir de 16 ans en 2017. Le dispositif a bien fonctionné, rassemblant à la fois un nombre de porteurs de temps et de votants importants.

Cependant, lors du bilan de cette action, la municipalité a constaté qu'aucun jeune n'était représenté parmi les porteurs de projet. Il a alors été proposé de définir un budget spécifique pour les jeunes en la complétant d'une sensibilisation adaptée. Cette proposition a obtenu l'approbation de l'équipe municipale car elle vient conforter une des principales orientations municipales : mobiliser tous les moyens pour la réussite éducative des jeunes.

Le projet s'est concrétisé en 2018, par la mise en place d'un budget spécifique jeune d'un montant de 20 000 € en investissement qui complète le budget citoyen de 100 000 €.

OBJECTIFS

- Inciter l'implication des jeunes à la vie de la cité
- Sortir du personnel pour favoriser le collectif en développant le travail en équipe
- Savoir monter un projet, prendre conscience des aléas
- Prendre en compte l'expertise d'usage des jeunes



ÉTAPES DU PROJET

1. Gamification : création d'un jeu de société en lien avec les responsables de la ludothèque et du pôle jeunesse, association et sport, pour sensibiliser les jeunes à la notion de projet et à celle de budget participatif.
2. Mobilisation de deux principaux de collèges pour intervenir auprès de classes de 4e et 3e, soit environ 700 jeunes au total.
3. Mobilisation et formation spécifique d'une équipe de cinq animateurs péri-scolaires test, proposition d'amélioration et animation du jeu avant d'intervenir auprès des élèves.
4. Rencontres avec les responsables d'associations et les lycéens le samedi matin pour les accompagner dans l'élaboration de leurs projets.
5. Dernière phase de mobilisation dans les écoles avant la date butoir de dépôt des projets.



PUBLIC TOUCHÉ

Adolescents scolarisés en classe de 3e et de 4e.

LE FOCUS

La spécificité du travail avec les jeunes

8 projets déposés par les élèves

48 jeunes impliqués

700 élèves sensibilisés

SUITE & RÉSULTATS

Le long terme est parfois difficile à gérer avec les jeunes. Leurs projets sont pensés en décembre et ils ne sont soumis au vote qu'en juin, il faut pouvoir maintenir leur motivation.

Les jeunes constitués en groupe (classe suivie d'un professeur, association) étaient mieux organisés et plus motivés.



LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DES NAVIGATEURS



Ville Choisy le Roi

DÉMARCHE

Le projet de renouvellement urbain concerne un quartier en politique de la ville, issu de l'urbanisme des grands ensembles des années soixante.

Dès 2015, la municipalité a affirmé ses ambitions pour ce quartier – ouverture sur la ville et la Seine, mixité urbaine et sociale, renforcement des espaces verts – conduisant à la démolition de 190 logements.

Comme tout projet en quartier politique de la ville (QPV) un conseil citoyen a été nommé. Pour lui laisser son indépendance d'actions et son autonomie, la ville a assumé une concertation municipale en lien mais bien distincte de ce conseil citoyen.

OBJECTIFS

- Fédérer les acteurs autour de la prise de connaissance et la conception du projet
- Permettre aux habitants d'être acteurs de la conception de leur quartier.



ÉTAPES DU PROJET

1. Phase préparatoire

présence des services sur le quartier dès l'annonce des démolitions en réunion publique, puis réalisation d'un diagnostic par le conseil citoyen. A ce stade, l'accompagnement au changement était primordial

2. Phase de concertation

implication des habitants dans la production des bureaux d'étude. L'objectif était le choix du projet retenu parmi trois scénarios. Cette phase a permis de construire un projet partagé mais aussi de produire des documents (charte de logement, carnet du locataire) d'accompagnement

3. Phase de finalisation

approfondissement du scénario retenu puis réalisation des actions du projet toujours de manière concertée. Cette phase permet de confronter le projet aux usagers actuels et futurs



PUBLIC TOUCHÉ

Tous les habitants du quartier sont touchés, notamment ceux qui n'ont pas l'habitude de participer ou d'être sollicités.

LE FOCUS

Implication de l'ensemble des acteurs de la collectivité



La commune a mis en place des ateliers urbains organisés par les services de la ville.



Les élus se sont mobilisés pour réaliser du porte-à-porte ayant pour objectif d'informer les citoyens sur la concertation et leur intérêt à y participer, ce qui leur a notamment offert une légitimité.



Le conseil citoyen, en tant qu'instance indépendante, a également été informé tout au long du processus et les partenaires techniques ont également été mobilisés et inclus dans la concertation.

SUITE & RÉSULTATS

Le projet a abouti à trois scénarios réalistes prenant en compte les souhaits et intangibles des habitants de la ville. Ils ont été soumis à une votation citoyenne réservée aux habitants du quartier des Navigateurs.



CERTIFICAT D'ACTION CITOYENNE



Ville de Grenoble

DÉMARCHE

La ville de Grenoble a créé un partenariat avec Science-Po Grenoble pour reconnaître et valoriser l'implication citoyenne.

Depuis septembre 2017, les citoyens grenoblois impliqués dans l'animation de la vie démocratique locale peuvent bénéficier d'une reconnaissance universitaire des compétences qu'ils ont acquises grâce à leur engagement citoyen.

Le Certificat d'action citoyenne s'obtient suite à la validation d'un cursus de formation permettant aux citoyens volontaires de consolider leurs compétences d'analyse du système institutionnel local et leur connaissance du champ de la participation citoyenne.

OBJECTIFS

- Reconnaître et valoriser l'implication citoyenne
- Permettre aux citoyens qui le souhaitent de poursuivre leur connaissance du domaine de la participation
- Répondre à l'interpellation de longue date de la ville par des citoyens sur cette problématique de reconnaissance de l'engagement militant
- Développer le pouvoir d'agir des citoyens en leur permettant de consolider leurs compétences d'analyse et de conduite de projet



ÉTAPES DU PROJET

- 1. Première promotion expérimentale :** mobilisation des membres de conseils citoyens intéressés, ajustement du contenu, des modalités de formation et amendement du dispositif grâce à leurs retours
- 2. Diffusion de l'information à** l'ensemble des publics ciblés
- 3. Jury de sélection** des participants
- 4. Déroulé de la formation,** sur une période de deux ans maximum, comprenant : une journée de formation socle sur le fonctionnement institutionnel de la ville, trois modules de formation avancée et thématiques, trois conférences en lien avec le champ de la participation et un module centré sur la conduite de projet



PUBLIC TOUCHÉ

L'ensemble des membres des instances citoyennes grenobloises (Conseils citoyens indépendants, Unions de quartier, Tables de quartier) ainsi que les citoyens les plus impliqués dans le fonctionnement des associations grenobloises.

LE FOCUS

Le temps de l'expérimentation

Avant de lancer son dispositif à grande échelle, une formation "test" avec des participants volontaires a été mise en place. Cela a permis d'ajuster au mieux le dispositif aux attentes et aux besoins des participants et de le faire évoluer avant de l'ouvrir plus largement.

SUITE & RÉSULTATS

L'impact individuel peut être très variable car les compétences initiales des candidats sont diversifiées : d'experts amateurs du système institutionnel local, à des praticiens de longue date de la conduite de projet comme à de complets "néophytes".

Cependant, chacun a pu compléter et parfaire ses connaissances dans une logique d'échange.





La troisième édition des Trophées de la participation et de la concertation est co-organisée par :



En partenariat avec :



Avec le soutien de :



NOTRE OBJET

Depuis 10 ans, Décider ensemble s'attache à réunir les acteurs de la société française pour créer une culture de la décision partagée.

UNE GOUVERNANCE TRANSPARTISANE



Bertrand PANCHER
Libertés et territoires
Député de la Meuse
Président



Matthieu ORPHELIN
LREM
Député du Maine-et-Loire
Vice-président

La gouvernance de Décider ensemble s'appuie sur un conseil scientifique et un bureau composé de représentants d'entreprises, d'ONG et de collectivités locales.

L'équipe de Décider ensemble est composée d'une directrice, d'une chargée de mission, d'une chargée de recherche et une chargée de communication.

PÔLES DE TRAVAIL



THINK TANK

Notes d'enjeux, études, colloques, plaidoyer, etc.



DIFFUSION ET PROMOTION

Trophées de la participation et de la concertation, Rencontres nationales de la participation.



RESSOURCES EN INGÉNIERIE

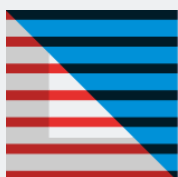
Matinées de questionnement, formations, fiches expériences, etc.



ACTIVITÉS RÉSEAU

Petits-déjeuners, rencontres, afterworks, voyage d'études, etc.

À VOS AGENDAS



RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION

2020, vers un renouveau de
la démocratie locale ?

Deux jours et demi d'échanges, de débats, de formations pour tous les praticiens de la concertation, de la participation citoyenne et du dialogue entre parties prenantes.

PROCHAINE ÉDITION

Grenoble

11, 12, 13 mars 2019

2017 : Bordeaux – 450 participants

2018 : Lille – 750 participants